

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 825

[2009/200868]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées modifié le 20 novembre 2008

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées, modifié par le décret du 20 novembre 2008 et plus particulièrement ses articles 2, 7°, 14°, 15° et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2008;

Vu l'avis n° 45.739/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 tel que remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées, est complété par un 4° rédigé comme suit :

"4° que l'établissement ne pourra refuser des personnes parce qu'elles ne jouissent pas de ressources financières suffisantes pour payer elles-mêmes la totalité des prix d'hébergement lorsque ces personnes bénéficient d'une garantie par un engagement pris par un Centre public d'Action sociale."

Art. 3. A la suite de l'article 23 du même arrêté est ajouté un Chapitre VII/1, comportant l'article 23/1, rédigé comme suit :

"Chapitre VII/1. Dispositions complémentaires concernant l'octroi d'une subvention lorsqu'il est fait usage de l'article 2, 14°, du décret."

Art. 23/1. § 1^{er}. L'obtention d'une subvention en cas d'acquisition différée visée à l'article 2, 14°, du décret est conditionnée par l'octroi d'un accord de principe du Ministre.

Cet accord de principe a pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constitue nullement un engagement ferme d'intervention.

§ 2. La demande d'accord de principe est accompagnée du projet de contrat qui doit comporter au moins les dispositions suivantes :

a) une disposition stipulant que l'éventuelle subvention accordée par la Région wallonne au demandeur sera affectée exclusivement au projet auquel elle est destinée;

b) une disposition stipulant que les travaux de construction, d'extension ou de transformation envisagés répondent bien à la définition de l'acquisition différée telle que définie à l'article 2, 14°, du décret précité.

c) les modalités de mise à disposition du bien immobilier au partenaire public ou privé;

d) l'engagement du partenaire public ou privé de réaliser sur le bien immobilier une construction, une extension ou une transformation à l'usage d'établissement d'accueil pour personnes âgées dans le respect des normes d'agrément en vigueur;

e) l'engagement du partenaire public ou privé de respecter les procédures décrites dans le présent arrêté en ce qui concerne l'accord sur l'avant-projet, l'accord sur le projet et l'accord sur le compte final;

f) le délai dans lequel la construction, l'extension ou la transformation seront mis à la disposition de l'organisme demandeur;

g) l'engagement du partenaire public ou privé de respecter les modalités financières prévues et de ne pas exécuter des travaux sans approbation des plans de détail, des cahiers des charges et des prix par le demandeur;

h) l'engagement de la part du partenaire public ou privé de respecter la législation en vigueur en matière de marché public.

§ 3. La demande d'accord de principe est adressée à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

§ 4. Dans les 30 jours ouvrables de la réception de la demande d'accord de principe, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande d'accord de principe est complète, soit un avis l'invitant à compléter, dans les 30 jours ouvrables, sa demande d'accord de principe en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, la demande d'accord de principe est considérée comme recevable.

Le Ministre statue sur la demande d'accord de principe dans les six mois de la réception du dossier complet et notifie sa décision à l'organisme demandeur.

§ 5. Si le Ministre n'a pas statué dans les six mois visés au § 4, l'accord de principe est considéré comme accordé.

§ 6. La subvention est mise à disposition de l'organisme demandeur au moment où il acquiert le droit d'usage de la construction, de l'extension ou de la transformation à la réception provisoire sous réserve du respect des normes d'agrément et pour autant que l'organisme demandeur ait constitué au bénéfice de la Région wallonne une garantie bancaire portant sur le montant de la subvention."

Art. 4. A la suite de l'article 23/1 du même arrêté, il est inséré un chapitre VII/2, comportant l'article 23/2, rédigé comme suit :

"Chapitre VII/2. Dispositions spécifiques concernant l'octroi d'une subvention en cas d'achat visé à l'article 2, 15°, du décret.

Art. 23/2. § 1^{er}. L'obtention d'une subvention en application de l'article 2, 15°, du décret est conditionné par l'octroi d'un accord de principe du Ministre.

Cet accord de principe a pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constitue nullement un engagement ferme d'intervention.

§ 2. La demande d'accord de principe est accompagnée des documents suivants :

a) un mémoire détaillé décrivant la nature et l'état du bien à acquérir et démontrant sa capacité à devenir un établissement d'accueil pour personnes âgées, dans le respect des normes d'agrément en vigueur et du cadre financier défini à l'article 5, 6°, du décret;

b) un plan financier détaillant les modalités de prise en charge par l'organisme demandeur de son intervention dans l'achat;

c) la preuve de l'inscription dans la programmation en vigueur;

d) l'avis favorable de l'administration quant à l'usage du bien en tant qu'établissement d'accueil pour personnes âgées. L'administration dispose d'un délai de trois mois pour formuler son avis. A défaut d'avoir formulé son avis dans ce délai de trois mois, l'avis est réputé être favorable.

§ 3. La demande d'accord de principe est adressée à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

§ 4. Dans les 30 jours ouvrables de la réception de la demande d'accord de principe, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande d'accord de principe est complète, soit un avis l'invitant à compléter, dans les 30 jours ouvrables, sa demande d'accord de principe en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, la demande d'accord de principe est considérée comme recevable.

Le Ministre statue sur la demande d'accord de principe dans les six mois de la réception du dossier complet et notifie sa décision à l'organisme demandeur.

§ 5. Si le Ministre n'a pas statué dans les 6 mois visés au § 4, l'accord de principe est considéré comme accordé.

§ 6. La demande de subvention introduite en cas d'accord de principe du Ministre est accompagnée des documents suivants :

a) les plans cotés;

b) la promesse de vente;

c) l'estimation du bien par le receveur de l'enregistrement ou par le Comité d'acquisition ou par collègue visé à l'article 5, § 1^{er}, 6°, a), du décret en excluant le coût du terrain;

d) le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux.

§ 7. La demande de subvention est adressée à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi.

§ 8. Dans les 30 jours ouvrables de la réception de la demande de subvention, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande de subvention est complète, soit un avis l'invitant à compléter, dans les 30 jours ouvrables, sa demande d'accord de principe en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, la demande de subvention est considérée comme recevable.

Le Ministre statue sur la demande de subvention dans les douze mois de la réception du dossier complet et notifie sa décision à l'organisme demandeur."

Art. 5. Le décret du 20 novembre 2008 modifiant le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 825

[2009/200868]

12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen, gewijzigd op 20 november 2008

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen, gewijzigd bij het decreet van 20 november 2008, inzonderheid op de artikelen 2, 7°, 14°, 15° en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 mei 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juni 2008;

Gelet op het advies nr. 45.739/4 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals vervangen bij de wet van 2 april 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

“4° de inrichting personen niet mag weigeren omdat ze niet beschikken over voldoende financiële middelen om het totaalbedrag van de huisvestingsprijzen zelf te betalen wanneer ze een garantie genieten via een verbintenis aangegaan door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.”

Art. 3. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt gevolgd door een Hoofdstuk VII/1 dat artikel 23/1 inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk VII/1. Aanvullende bepalingen betreffende de toekenning van een subsidie wanneer gebruik gemaakt wordt van artikel 2, 14°, van het decreet.”

Art. 23/1. § 1. Om een subsidie te verkrijgen in geval van uitgestelde aanwerving bedoeld in artikel 2, 14°, van het decreet wordt het principeakkoord van de Minister vereist.

Dat principeakkoord dient om het recht op subsidies te beschermen maar vormt geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

§ 2. Het verzoek om principeakkoord gaat vergezeld van het ontwerp van overeenkomst dat minstens de volgende gegevens inhoudt :

a) de subsidie die het Waalse Gewest eventueel aan de aanvrager verleent dient uitsluitend voor het project waarvoor ze bestemd is;

b) de geplande nieuwbouw-, uitbreidings- of verbouwingwerken voldoen aan de definitie “uitgestelde aanwerving” zoals omschreven in artikel 2, 14°, van voornoemd decreet;

c) de modaliteiten volgens welke het onroerend goed ter beschikking van de publieke of privépartner gesteld wordt;

d) de publieke of privépartner verbindt zich ertoe op het onroerend goed een nieuwbouw, uitbreiding of verbouwing uit te voeren voor het gebruik van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen, met inachtneming van de geldende erkenningsnormen;

e) de publieke of privépartner verbindt zich tot de inachtneming van de procedures omschreven in dit besluit wat betreft de overeenkomst over het voorproject, de overeenkomst over het project en de overeenkomst over de eindrekening;

f) de termijn waarbinnen de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing ter beschikking gesteld worden van de verzoekende instelling;

g) de publieke of privépartner verbindt zich ertoe de voorziene financiële modaliteiten in acht te nemen en de werken niet uit voeren zonder de goedkeuring van de detailplannen, bestekken en prijzen door de verzoeker;

h) de publieke of privépartner verbindt zich tot de inachtneming van de geldende wetgeving op de overheidsopdrachten.

§ 3. De aanvraag om principeakkoord wordt aan de administratie gericht bij aangetekend schrijven of via elke door de Regering bepaalde modaliteit die vaste datum aan de verzending verleent.

§ 4. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om principeakkoord bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het verzoek volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag binnen dertig dagen te vervolledigen en hem op de ontbrekende stukken wijst.

Als geen bericht van ontvangst binnen de voorgeschreven termijnen wordt toegestuurd, wordt het verzoek om principeakkoord geacht ontvankelijk te zijn.

De Minister beslist binnen zes maanden na ontvangst van het volledige dossier over het verzoek om principeakkoord en geeft de verzoekende instelling kennis van zijn beslissing.

§ 5. Als de Minister zich niet uitgesproken heeft binnen de zes maanden bedoeld in § 4, wordt het principeakkoord geacht gegeven te zijn.

§ 6. De subsidie wordt ter beschikking van de verzoekende instelling gesteld zodra zij het recht van gebruik van de nieuwbouw, uitbreiding of verbouwing verwerft, bij de voorlopige oplevering, mits naleving van de erkenningsnormen en voor zover zij ten gunste van het Waalse Gewest een bankgarantie heeft gesteld die betrekking heeft op het subsidiebedrag."

Art. 4. Artikel 23/1 van hetzelfde besluit wordt gevolgd door een hoofdstuk VII/2 dat artikel 23/2 inhoudt, luidend als volgt :

"Hoofdstuk VII/2 - Specifieke bepalingen betreffende de toekenning van een subsidie in geval van aankoop bedoeld in artikel 2, 15°, van het decreet.

Art. 23/2. § 1. Om een subsidie te verkrijgen overeenkomstig artikel 2, 15°, van het decreet wordt het principeakkoord van de Minister vereist.

Dat principeakkoord dient om het recht op subsidies te beschermen maar vormt geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

§ 2. Het verzoek om principeakkoord gaat vergezeld van de volgende stukken :

a) een uitvoerige memorie met de omschrijving van de aard en de toestand van het aan te werven goed en met het bewijs van het vermogen om een inrichting voor de opvang van bejaarde personen te worden, met inachtneming van de geldende erkenningsnormen en van de financiële mogelijkheden omschreven in artikel 5, 6°, van het decreet;

b) een financieel plan met de modaliteiten volgens welke de verzoekende instelling haar tegemoetkoming in de aankoop ten laste neemt;

c) het bewijs van de inschrijving in de geldende programmering;

d) het gunstig advies van de administratie wat betreft het gebruik van het goed als inrichting voor de opvang van bejaarde personen. De administratie beschikt over een termijn van drie maanden om advies uit te brengen. Bij gebrek aan advies binnen die termijn van drie maanden, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 3. Het verzoek om principeakkoord wordt aan de administratie gericht bij aangetekend schrijven of via elke door de Regering bepaalde modaliteit die vaste datum aan de verzending verleent.

§ 4. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om principeakkoord bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het verzoek volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag binnen dertig dagen te vervolledigen en hem op de ontbrekende stukken wijst.

Als geen bericht van ontvangst binnen de voorgeschreven termijnen wordt toegestuurd, wordt het verzoek om principeakkoord als ontvankelijk beschouwd.

De Minister beslist binnen zes maanden na ontvangst van het volledige dossier over het verzoek om principeakkoord en geeft de verzoekende instelling kennis van zijn beslissing.

§ 5. Als de Minister zich niet uitgesproken heeft binnen de termijn van zes maanden bedoeld in § 4, wordt het principeakkoord geacht gegeven te zijn.

§ 6. Het verzoek om subsidie ingediend in geval van principeakkoord van de Minister gaat vergezeld van de volgende stukken :

a) de maatvoeringen;

b) de verkoopbelofte;

c) de raming van het goed door de ontvanger van de registratie of door het Aankoopcomité of door het college bedoeld in artikel 5, § 1, 6°, a), van het decreet, met uitsluiting van de prijs van het terrein;

d) desgevallend, een schets van voorontwerp van de inrichting van de aan te werven goederen, met een eerste raming van de werken.

§ 7. Het verzoek om subsidie wordt aan de administratie gericht bij aangetekend schrijven of via elke door de Regering bepaalde modaliteit die vaste datum aan de verzending verleent.

§ 8. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om subsidie bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het verzoek volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag binnen dertig dagen te vervolledigen en hem op de ontbrekende stukken wijst.

Als geen bericht van ontvangst binnen de voorgeschreven termijnen wordt toegestuurd, wordt het verzoek om subsidie als ontvankelijk beschouwd.

De Minister beslist binnen twaalf maanden na ontvangst van het volledige dossier over het verzoek om subsidie en geeft de verzoekende instelling kennis van zijn beslissing."

Art. 5. Het decreet van 20 november 2008 tot wijziging van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT